

Le pouvoir aux travailleurs

13 JUILLET 2003

N° 99

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- UN POUVOIR DICTATORIAL ET ASSASSIN AU SERVICE DE LA CLASSE RICHE!	2
- LA "FIN DE LA GUERRE"? EN TOUT CAS, PAS LA FIN DES TUERIES! PAS LA FIN DES BANDES ARMÉES! PAS LA FIN DES EXACTIONS DES FORCES DE L'ORDRE!	3 - 4
- LOI D'AMNISTIE OU PAS: LES VRAIS RESPONSABLES NE SERONT PAS INQUIÉTÉS! ...	5
- IL Y A TOUJOURS PLUS POURRI QUE SOI!	5 - 6
- LES MILICES ET GBAGBO, UNE HISTOIRE DE FAMILLE	6
- LE LYNCHAGE MANQUÉ DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION	6
- PROJET DE CONSTRUCTION DE 290.000 LOGEMENTS EN 10 ANS: A VOIR!	7
- NON AUX DÉPENSES EN ARMEMENT!	8
- GBAGBO, UN "AFRICANISTE" AU MÊME TITRE QUE LES EYADEMA!	8
- SCODI: LA SITUATION DIFFICILE DES OUVRIERS	8 - 9
- LEUR "DÉGUERPISSEMENT" NE RÉSOUDRA PAS LES PROBLÈMES	9

UN POUVOIR DICTATORIAL ET ASSASSIN
AU SERVICE DE LA CLASSE RICHE!

Le samedi 5 juillet à 5 heures du matin, lors d'une opération de "déguerpissement" à l'encontre des habitants du quartier Jérusalem, situé dans la commune de Port-Bouët, la gendarmerie a tué 3 personnes dont un bébé et un vieillard, fait plusieurs blessés par balles dont 5 gravement.

La télé et la radio ont évidemment censuré cette barbarie commise par le pouvoir en place. La radio française RFI en a fait de même. Ils ne pouvaient pas ignorer cette information, puisqu'elle a fait la Une de certains journaux écrits. Quant au journal Fraternité-Matin, proche du pouvoir en place, évidemment, il n'y a consacré qu'un petit article en page intérieure, sans même, d'ailleurs, un soupçon de condamnation.

Cette tuerie ne fera certainement pas l'objet d'un ordre du jour dans le "conseil des ministres" ou dans le "conseil du gouvernement". Ces gens-là ne sont pas à une tuerie près. Aucun tribunal, ni national, ni international, ne jugera ces gendarmes assassins et encore moins, leurs commanditaires, le maire de Port Bouët et la société immobilière franco-libanaise SIPIM, à qui la mairie a rétrocédé ce terrain dans l'objectif de faire de juteux bénéfices.

Pour les riches de ce monde et pour leurs représentants au pouvoir, ce qui s'est passé dans ce quartier pauvre est un non événement! Qui étaient donc ces habitants sinon que de simples ouvriers qu'il fallait déguerpir! Tant pis, donc, pour les morts et les blessés! Tant pis pour les milliers de familles qui se retrouvent sans abris!

Ces gendarmes, auteurs de cette barbarie, ne sont qu'à l'image de leurs maîtres. Non contents, par exemple, de tuer ce vieillard, ils ont voulu camoufler son corps, avant de l'emporter, en espérant ne pas être vus. Quant à ce jeune d'une trentaine d'années à qui ils ont aussi ôté la vie, son seul tort, selon les témoignages des habitants du quartier, a été de "traîner" un peu trop longtemps devant sa case. Ce qui n'a pas été du goût des gendarmes. Raison suffisante pour qu'il récolte une rafale de plomb de cette bande d'assassins! Quant au bébé qui y a aussi trouvé la mort, c'était suite à une asphyxie provoquée par une bombe lacrymogène jetée à l'intérieur de la maison.

Evidemment, pour les défenseurs patentés de cette société injuste, que ce soit les hauts dignitaires de l'Etat ou la haute hiérarchie des forces armées à leur service, ils justifient ce genre de barbarie, par ce qu'ils appellent l'application des lois dans un "état de droit". Mais leur "droit" en question n'est rien d'autre que celui du plus fort, du plus riche à l'égard des plus démunis.

LA "FIN DE LA GUERRE"?
EN TOUT CAS, PAS LA FIN DES TUERIES! PAS LA FIN DES BANDES ARMÉES!
PAS LA FIN DES EXACTIONS DES FORCES DE L'ORDRE!

Les deux Etats majors, celui des Fanci et des Forces nouvelles se sont retrouvés le 4 juillet dernier au palais présidentiel devant Gbagbo et un parterre de notables. Les deux camps ont lu un texte commun pour, disaient-ils, signifier la "fin de la guerre".

Dans les quartiers populaires, la grande majorité des populations est restée sceptique, à juste raison, devant tout ce cinéma montré en direct à la télévision. Tout sentait le faux. Même la voix enrouée de Gbagbo et ses larmes de crocodile. Le colonel Bakayoko, le chef d'état major des Forces nouvelles, faisait même un peu bouffon lorsqu'il s'est mis au garde-à-vous quand Gbagbo a pris la parole. Les dirigeants politiques des Forces nouvelles sont passés à la soupe. Serait-ce maintenant au tour de leur état major militaire? Ou bien, est-ce que ce garde-à-vous n'est que le symbole de la reddition des responsables des Forces nouvelles? Quoi qu'il en soit, ce texte lu et signé ce jour-là par les deux forces armées ne réglera rien pour la classe ouvrière et les populations pauvres de ce pays.

Voici quelques morceaux choisis de leur déclaration commune:

"Affirment la subordination (des deux forces armées) au Président de la république (...)"

Ca, oui! Et on a vu de quelle façon l'un d'entre eux a fait le clown devant Gbagbo. Le général Bozizé du Centrafrique en a fait certainement tout autant face à Patassé, comme Guéi, en

son temps, face à Bédié. Et on connaît aussi, tous, la suite.

"Réaffirment la poursuite du programme national de démobilisation, de désarmement et de réinsertion"

Qui ont-ils démobilisé et désarmé jusque là? Au contraire, les GPP, véritables milices ethnico-politiques encadrées par les proches du président n'ont cessé de s'armer et d'organiser des parades musclées notamment à Yopougon.

"Recommandent au Président de la République de nommer dans des délais raisonnables, les ministres en charge des portefeuilles de la Défense et de la Sécurité"

Avant, les militaires rebelles exigeaient. Maintenant, ils "recommandent"... "dans des délais raisonnables". Rampez messieurs, l'os à ronger est au bout de la peine.

"Invitent les députés à voter la loi d'amnistie".

Après avoir commandé les massacres ethniques, ils s'apprêtent maintenant à s'auto amnistier. Les auteurs du charnier de Yopougon ont des beaux jours devant eux, ainsi que les escadrons de la mort.

"Demandent à tous les agents de l'Etat, en particulier à ceux en contact avec les populations, de faire preuve de justice, de rigueur, de probité et de responsabilité républicaine dans

l'exercice de leur fonction".

"Appellent les hommes politiques à suspendre le réarmement des forces et à différer les livraisons d'armes."

Ils disent des choses auxquelles eux-mêmes ne peuvent pas croire un seul instant!

"Exhortent les hommes politiques à poser des actes allant dans le sens de l'unité nationale et à tenir des discours rassembleurs"

Gbagbo pourra toujours jouer ce rôle de faiseur de "discours rassembleurs". Simone et Koulibaly s'occuperont du reste.

"S'engagent à démanteler partout en Côte d'Ivoire, les groupements de jeunes malintentionnés, armés ou non, aux fins de sécuriser les populations".

Ils ne sont pas en voie d'être démantelés. Le pouvoir voudrait que leurs alter égaux des camps adverses, ceux qui sévissent et rackettent dans les zones sous tutelle rebelle déposent unilatéralement leurs Kalachs. En contre partie de quoi? En échange de quelle réinsertion?

En tout cas, les signataires ont affirmé qu'ils "n'hésiteront pas à prendre leurs responsabilités" pour désarmer de force toutes les régions pour rétablir l'ordre.

Tout ceci signifie bien que l'Etat major militaire des Forces nouvelles a bien signé ce 4 juillet là, non seulement,

sa reddition face aux Fanci, mais, il a aussi accepté de trahir ses propres troupes, alors qu'aucun problème posé par cette guerre n'a été résolu: ni la question de l'ivoirité, ni celle de l'identification en vue, notamment, des prochaines élections présidentielles, ni la question du foncier rural, ni le cas Alassane Ouattara. Or, justement, nombre de jeunes issus des ethnies du Nord du pays se sont aussi engagés dans cette guerre à cause, justement, des injustices et du mépris que les régimes successifs ont fait subir à leur communauté et de l'impunité dont ont bénéficié les auteurs des charniers.

Pour l'heure, aucun problème posé par la guerre n'a été résolu. La situation s'est même aggravée un peu plus et à tous les niveaux. Après dix mois de guerre, l'économie du pays est chancelante. Les populations des villes et des campagnes sortent nettement appauvries. Les premières, par l'aggravation du chômage. Les secondes, par l'exode des milliers de paysans et d'ouvriers agricoles, notamment des burkinabé, qui ont abandonné des terres agricoles. Les haines et les fractures entre les populations du Nord et celles du Sud, provoquées par les propagandes xénophobes et ethnistes se sont aggravées et ont fini par creuser un fossé entre des populations pauvres. Finalement, à bien des égards, la situation est bien plus explosive aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. Les flammes pourront se raviver au moindre souffle. Et c'est dans cette situation que les échéances électorales approchent.

**LOI D'AMNISTIE OU PAS:
LES VRAIS RESPONSABLES NE SERONT PAS INQUIÉTÉS!**

Le projet de loi d'amnistie a été adopté par le gouvernement. Il est en discussion à l'Assemblée Nationale!

Mais amnistie pour qui et pour quoi? Sûrement pour permettre aux dirigeants politiques et aux gradés de l'armée de dormir tranquilles!

Mais avait-il vraiment besoin de voter une loi pour cela, quand on sait qu'après chaque changement de pouvoir, les discours commencent toujours par "*il n'y aura pas de chasse aux sorcières*". Sinon un dirigeant comme Bédié, père de l'"ivoirité", et fier de l'être, ne vivrait pas en toute liberté, de même que les anciens fossoyeurs des deniers publics ne seraient plus à des postes de responsabilité!

Loi d'amnistie ou pas, combien de criminels bien connus se baladent en toute liberté? Prenons les auteurs du charnier de Yopougon. On se rappelle le procès de ces 8 gendarmes accusés et qui, bien qu'identifiés, ont été purement et simplement relaxés après un simulacre de procès! Depuis le début de cette guerre, pour ne citer que les zones gouvernementales, les forces armées ont tué, violé, volé, incendié des quartiers sans jamais être inquiétés.

Les victimes de guerre n'ont rien à espérer de bon. La justice de ce pays ne sait condamner que les petits délinquants et des boucs émissaires. Quoi qu'elle puisse donc dire cette loi, ils ne verront pas leurs bourreaux, les vrais responsables, derrière les barreaux!

IL Y A TOUJOURS PLUS POURRI QUE SOI!

Depuis la signature des accords de Marcoussis, le Président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly, ne cesse de multiplier des déclarations visant à la reprise des hostilités.

D'ailleurs, il n'a jamais cessé de montrer son hostilité à une solution négociée de la crise. Il incite la population à la "*désobéissance civile*" et au boycott des ministères rebelles. On peut se demander ce qui excite tant ce monsieur au point de refuser même une sortie de guerre signée par son parti. Les raisons en sont multiples.

D'abord il y a de toute évidence les ambitions politiques de ce monsieur qui voudrait se présenter comme une

alternative au sein de son parti et aux yeux de toute la clique réactionnaire et xénophobe du pays.

Pour satisfaire ses ambitions, ce monsieur ainsi que les politiciens en vue dans le pays, sont prêts à joncher les allées du pouvoir de corps ensanglantés. Les milliers de morts qu'a déjà causé la guerre ne seraient pas encore suffisants. Prompts à se mettre en lieu sûr au moindre coup de pétard, ils sont les champions des discours incendiaires.

Depuis 1993, par presse et état major interposés les partis politiques se sont affrontés. Dans cette querelle, en manque de programmes et d'arguments solides, ils se sont affrontés à coups de

xénophobie, de tribalisme et de religions. Le résultat de cette campagne est la suspicion, la haine et la division qui ont germé dans la population. Et c'est cela qui a débouché sur cette guerre absurde qui a endeuillé des centaines de familles.

Mais ce monsieur fait un faux

calcul. A ce jeu là il ne sera jamais gagnant. Le nom qu'il porte est déjà suspect aux yeux des xénophobes qu'il flatte aujourd'hui. Il finira par trouver sur son chemin des politiciens rivaux - y compris dans son propre camp - peu scrupuleux capables d'utiliser contre lui les bas sentiments sur lesquels il spéculait aujourd'hui.

LES MILICES ET GBAGBO, UNE HISTOIRE DE FAMILLE

On se rappelle que Gbagbo avait reçu les jeunes organisés en milices pour se rassurer de la nature de leurs activités. De cette rencontre, il était sorti que ces organisations de jeunes n'étaient que des "*clubs de footing*", bien que certains n'aient cessé de clamer qu'ils sont des groupements politiques armés à l'exemple du GPP. Le président s'est quand même dit rassuré et a demandé aux miliciens de légaliser leurs activités.

Les miliciens n'ont pas tardé pour

s'illustrer dans leur vraie nature. A chacune de leurs manifestations, ils se sont illustrés par leur brutalité et leur violence envers les populations pauvres. Les discours xénophobes tenus lors d'exhibitions devaient suffire à l'interdiction pure et simple de ces milices. Mais au lieu d'actions concrètes, le président et le gouvernement en place se contentent de condamnation verbale au moment où les milices continuent à semer la terreur.

Un tel comportement est criminel.

LE LYNCHAGE MANQUÉ DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION

Le vendredi 27 juin dernier, le ministre de la communication, Soro Guillaume, a échappé à un lynchage quand il faisait le tour des différents locaux de la radio et de la télévision. Ce ministre est issu du rang de la rébellion. Il est d'ailleurs le secrétaire général de la branche politique de cette rébellion. C'est au niveau de la direction de la télévision située à Cocody qu'il a été pris à partie par une foule de "*jeunes patriotes*" surexcités voulant empêcher la tournée de Soro.

Il faut signaler que quelques semaines auparavant, le président de

l'Assemblée nationale, membre du FPI, avait demandé à la population, surtout aux jeunes "*patriotes*", de désobéir aux ministres issus de la rébellion. C'est suite à cet appel à la "*désobéissance civile*" que l'un des ministres de la rébellion, le ministre du sport, a été déjà lapidé au cours d'un match de football, qui se déroulait au stade Houphouët-Boigny, le dimanche 8 juin.

Cette fois-ci, ils sont allés plus loin car il s'en fallait de peu qu'un drame se produise. Une telle action ne peut que rouvrir les hostilités sur les différents fronts où un calme précaire règne aujourd'hui.

PROJET DE CONSTRUCTION DE 290.000 LOGEMENTS EN 10 ANS: A VOIR!

Le groupe "*Magnific A Service*", une société américaine, a signé un contrat de construction de 290 000 logements, de tout standing, à Abidjan et dans quelques grandes villes du pays. Le FPI qualifie ce projet de construction de "*social*" et de "*révolutionnaire*". Ces gens-là ne manquent pas de qualificatif! Cette société américaine n'a certainement pas signé ce juteux contrat pour des raisons "*sociales*". Cette entreprise capitaliste veut investir dans le domaine de la promotion immobilière parce qu'il y a tout simplement de gros bénéfices à gagner. Dans le secteur du bâtiment, en particulier dans la promotion immobilière, en plus de la forte demande et de l'exonération sur la TVA, il y a une main-d'oeuvre bon marché. Les salaires sont mauvais. Les contrats de travail sont inexistantes. Les travailleurs ne sont jamais embauchés. Aucune mesure de sécurité n'existe sur les lieux de travail. Tout cela, parce que

ce secteur est classé "*informel*", justement pour permettre au patronat de mieux exploiter les ouvriers du bâtiment et récupérer ainsi le plus de bénéfices sur le dos des travailleurs.

En plus de l'exonération sur la TVA, et de l'impôt direct, le Group MAS doit, selon cet accord, construire "*42 unités industrielles*", qui seront des zones franches, c'est-à-dire, exonérées de tout impôt durant onze ans. En plus, elle aura l'autorisation d'importer des matériaux nécessaires à la construction sans même avoir à payer les taxes douanières.

Pour les ouvriers du bâtiment, est-ce que la réalisation d'un tel projet de construction sera une bouffée d'oxygène, eux qui broient du noir depuis plus de 3 ans? Tout dépendra de leur capacité de s'organiser, pour défendre leurs intérêts.

GBAGBO A L'INAUGURATION DU BATEAU BUS

Il y a de cela quelques jours, Gbagbo a inauguré le premier bateau bus monté dans un atelier de la Sotra.

Le président et ses collaborateurs ont été, disaient-ils, "*émus*" devant le travail accompli par les ouvriers de la Sotra. "*Emus*", ils peuvent l'être, parce que tous ces représentants de la bourgeoisie, eux, ne savent rien faire d'autre que détourner les deniers publics et entraîner le pays dans la guerre! D'ailleurs, que ces messieurs sachent que ces travailleurs de la Sotra, tout comme les autres travailleurs, des plantations, du dock, du bâtiment, des industries, jusqu'aux balayeurs de la rue, font quotidiennement ces mêmes exploits! C'est, en effet, grâce au travail de toute la classe ouvrière dans son ensemble que l'humanité vit aujourd'hui!

Le président a ensuite parlé de la nécessité de manufacturer "*nos*" produits et développer la "*consommation*" à l'image, disait-il, des pays développés.

Faire des discours n'engage à rien! Parce que s'agissant de la "*manufacture*", au regard de ses trois ans de pouvoir, rien n'a été fait dans ce sens. Au contraire, son gouvernement n'a fait que prendre dans les poches des travailleurs pour donner aux riches! Quant à la "*consommation*", comment peut-elle se faire avec un smig à 36000 Fr? Si tous ces propos n'étaient pas pure démagogie, il aurait commencé par augmenter les salaires des travailleurs de la Sotra, pour contribuer aux meilleures conditions de vie de ces travailleurs, au lieu de leur faire une promesse de décoration!

L E U R S O C I E T E

NON AUX DÉPENSES EN ARMEMENT!

Gbagbo ne cache plus son désir de posséder le plus d'armes possible. Il veut que "la Côte d'Ivoire soit une locomotive militaire dans la sous région". Pour parvenir à ses fins, il a déjà gaspillé des dizaines de milliards dans des achats d'armes!

Dans ce pays, il manque de tout: logements, hôpitaux, écoles. Lorsqu'il y a en a, ils sont inaccessibles pour la majorité de la population. Mais à croire que ce ne sont pas là des priorités pour le pouvoir. Il préfère plutôt engraisser les marchands d'armes!

Quand certains lui opposent ces arguments, Gbagbo répond "on ne peut ouvrir d'écoles si quelqu'un qui est armé vient tirer sur les classes". Quelle belle excuse! En tout cas ce qu'il ne dit pas c'est que c'est son armée, ses milices, qui terrorisent les populations! En 10 mois, combien ont-ils fait de morts, rien qu'à Abidjan?

Ce dont on peut être sûr, c'est que ces militaires dont on a vu le "courage" pendant la guerre sauront bien utiliser ces nouvelles armes pour mater la population si jamais elle ose se plaindre!

GBAGBO, UN "AFRICANISTE" AU MÊME TITRE QUE LES EYADEMA!

Invité par son "frère" le dictateur Eyadéma, Gbagbo s'est rendu au Togo pour assister à une exposition. Celle-ci portait sur Léopold Sedar Senghor, auteur africain et ex président dictateur du Sénégal, décédé, il y a quelque temps. C'était l'occasion pour Gbagbo de dire qu'il admirait cet homme parce que selon lui, Senghor était un "panafricaniste"! Certainement autant

qu'Houphouët!

Oui en paroles, suivant les circonstances, tous ces dictateurs sont tous des "panafricanistes". Ils peuvent être aussi, un jour des "nationalistes", un autre des "socialistes", quand ils ne sont pas en train d'applaudir des "patriotes". Tout ça, du moment qu'ils restent au pouvoir dans leur micro-Etat durant des décennies!

SCODI: LA SITUATION DIFFICILE DES OUVRIERS

Scodi (Société de Conserve de Côte d'Ivoire) est une usine située dans zone portuaire de Vridy. Elle emploie 800 travailleurs, principalement des ouvrières. Les salaires et les conditions

de travail sont des plus difficiles. Ainsi, une ouvrière avec 28 ans d'ancienneté ne touche même pas 70.000 Fr par mois! Le travail s'effectue à la chaîne au milieu des odeurs nauséabondes.

L E U R S O C I E T E

Certaines travaillent dans les chambres froides et portent de lourdes charges. Beaucoup de travailleurs ont des problèmes de dos. Les ouvriers n'ont droit, ni à une assurance maladie, ni à aucune avance sur salaire pour se soigner en cas de maladie. Les délégués qui ont porté les revendications auprès de la direction

ont été mis à la porte.

C'est ainsi que la grève a éclaté le mercredi 09 juillet. Le gouvernement, en bon serviteur des intérêts des patrons, a envoyé les gendarmes pour frapper les ouvriers à coup de matraques et les disperser à l'aide des gaz lacrymogènes.

LEUR "DÉGUERPISSEMENT" NE RÉSOUDRA PAS LES PROBLÈMES

A la suite de la commune du plateau, chaque commune d'Abidjan a décidé de s'en prendre aux commerçants qui pullulent aux abords des grandes artères des communes.

C'est le cas notamment à Abobo, à Cocody et à Treichville. La mairie envoie des bulldozers, des soldats armés jusqu'aux dents et une nuée de policiers municipaux. Les commerçants impuissants regardent leurs étalages être détruits. Mais dès le passage des bulldozers de nouveaux étalages

commencent à pousser. Ce qui contraint des commerçants et des vendeuses à risquer leur vie, c'est la pauvreté et la misère. On aura beau les chasser, les vendeurs poussés par la nécessité n'auront d'autre choix que d'y revenir. Alors au lieu de les chasser et de les réduire à la famine, les municipalités devraient les aider à mieux s'installer. De toute façon les matraques et les bulldozers ne viendront jamais à bout de cette situation.

COUP DE COLÈRE DES CHAUFFEURS DE "WORO-WORO" D'ABOBO.

Le samedi 28 juin, les chauffeurs woro-woro de la commune d'Abobo ont marqué un arrêt de travail en bloquant le tronçon d'Alépé au niveau du carrefour Angré. Cet énième coup de colère des chauffeurs était dû encore aux nombreux barrages des agents de l'ordre qui foisonnent le long des artères des différentes communes.

Ces racketts sont devenus intempestifs avec l'apparition début juin d'une nouvelle unité de la police nommée Unité de Régulation de la Circulation (URC) que les gens

appellent ironiquement les "*tampicico*" à cause de leur tenue.

Le gouvernement et la direction de la police justifiaient la mise en place de cette unité pour mettre fin au racket des policiers. Il faut signaler que cette unité est composée des mêmes éléments de police que ceux qui ont racketté la population pendant des années.

Cela montre bien que les gens du pouvoir actuel comme les précédents, sont incapables de lutter contre ce fléau, même lorsqu'ils prétendent en avoir la volonté.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.